

- Membres théoriques :  
5  
- Membres en exercice :  
5  
- Membres présents :  
5  
- Votants :  
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**DETERMINATION DES GRADES DES EMPLOIS DE DIRECTION DES SAPEURS-  
POMPIERS PROFESSIONNELS DU SDIS 76**

Le 04 octobre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

La réforme statutaire de la catégorie A des sapeurs-pompiers professionnels de fin 2016 a également concerné les quotas d'encadrement des services d'incendie et de secours et impose que l'assemblée (Conseil d'administration ou Bureau ayant reçu délégation) délibère après avis du comité technique.

Les articles R. 1424-23-1 à R. 1424-23-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) déterminent les quotas opérationnels relatifs aux sapeurs-pompiers professionnels fixés à partir d'un effectif de référence au 31 décembre de l'année précédente.

Ce quota opérationnel définit le nombre plafond d'agents par grade pour les officiers de catégorie A et par cadre d'emplois pour les sous-officiers et les lieutenants. Ce quota est à respecter dans le cadre des nominations au grade supérieur.

L'article R. 1424-23-3 du CGCT relatif aux emplois de direction (directeur départemental, directeur départemental adjoint et chefs de groupement) n'a pas été modifié mais est le seul article impacté par la réforme suite à l'abrogation du décret 2001-683 du 30 juillet 2001, qui apportait des précisions et limites quant aux grades pouvant être détenus par les chefs de groupement de la filière sapeur-pompier professionnel.

Dorénavant, il revient à l'assemblée délibérante de définir les grades pouvant être détenus par les personnels affectés sur les emplois de direction précités sachant que, pour le Sdis 76, les chefs de groupement doivent détenir au minimum le grade de commandant.

L'assemblée délibérante doit, en fonction du nombre de postes fixé dans l'organigramme du service, définir les grades requis pour les emplois de direction en respectant les limites réglementaires.

Il vous est proposé de valider la répartition suivante conforme à l'organigramme actuel du service :

- Directeur départemental : colonel hors classe à contrôleur général,
- Directeur départemental adjoint : colonel à colonel hors classe,
- 5 postes de chef de groupement : lieutenant-colonel,
- 4 postes de chef de groupement : lieutenant-colonel ou commandant : les deux grades sont interdépendants en fonction des effectifs pourvus (pour 2017, il sera retenu 2 postes de lieutenant-colonel et deux postes de commandant).

Le dossier est présenté pour avis au comité technique du 27 septembre 2017.

\*  
\* \*

*Le Comité technique s'est prononcé le 27 septembre 2017 avec avis favorable à l'unanimité du collège des représentants de l'administration et avis favorable à l'unanimité du collège des représentants du personnel.*

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**



**André GAUTIER**